Spedizione in abbonamento postale **Anno 98° — Numero 88**

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 5 aprile 1957** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **8020** - Semestrale L. **4510**
Trimestrale L. **2510** Un fascicolo L. **40.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **8020** - Semestrale L. **4510**
Trimestrale L. **2510** Un fascicolo L. **40.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 19 febbraio 1957, n. **164.**

Adesione dell'Italia alla Convenzione concernente la dichiarazione di morte delle persone disperse, firmata a Lake Success, New York, il 6 aprile 1950, ed esecuzione della Convenzione stessa.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione concernente la dichiarazione di morte delle persone disperse, firmata a Lake Success, New York, il 6 aprile 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 febbraio 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues

PRÉAMBULE

Les États contractants,

Considérant que les événements militaires et les persécutions raciales, religieuses, politiques et nationales ont provoqué, au cours de la seconde guerre mondiale, la disparition de personnes dont le décès ne peut être établi avec certitude,

Considérant qu'il en est résulté des difficultés d'ordre juridique qui ont mis un grand nombre d'êtres humains dans une situation précaire,

Convaincus que la solution de ces difficultés appelle des mesures de coopération internationale,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Champ d'application

1. La présente Convention concerne les déclarations de décès des personnes dont la dernière résidence se trouvait en Europe, en Asie ou en Afrique, et qui ont disparu au cours des années 1939-1945, dans des circonstances qui permettent raisonnablement de supposer qu'elles sont mortes par suite d'événements de guerre ou de persécutions raciales, religieuses, politiques ou nationales.

Toutefois, les membres de forces armées ne seront pas considérés comme ayant eu leur résidence en Europe, en Asie ou en Afrique, de seul fait qu'ils ont été en service sur ces continents.

2. Les États contractants pourront, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, étendre l'application de la Convention aux personnes disparues après 1945 dans des circonstances similaires. Cette extension ne s'appliquera qu'entre Etats ayant fait cette notification.

3. Les personnes visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont, dans la présente Convention, appelées « personnes disparues ».

Article 2
Tribunaux compétents

1. Dans la présente Convention, le terme « tribunal » s'entend de toute autorité qui, aux termes de la législation nationale en vigueur, est compétente *ratione materiæ* pour statuer sur les décès.

2. Sous réserve du paragraphe premier du présent article, les tribunaux ci-après sont compétents *ratione loci* pour recevoir les requêtes et prononcer les déclarations de décès :

i) le tribunal du lieu du dernier domicile de la personne disparue, ou de sa dernière résidence libre ou forcée;

ii) le tribunal du pays dont la personne disparue était ressortissante qui est compétent d'après la législation de ce pays ou, à son défaut, le tribunal de la capitale de ce pays;

iii) le tribunal du lieu où sont situés des biens de la personne disparue;

iv) le tribunal du lieu du décès de la personne disparue;

v) le tribunal du lieu du domicile ou de la résidence du requérant, au cas de requête émanant de l'un quelconque des membres suivants de la famille de la personne disparue: ascendants, descendants, y complis les enfants adoptés et leurs descendants, frère ou sœur et leurs descendants, oncle ou tante, conjoint.

3. Toutefois, un Etat contractant pourra désigner, pour tout ou partie de son territoire, un ou plusieurs tribunaux. Ces désignations devront être notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le requérant qui aura présenté sa requête à un tribunal jugé par lui compétent aux termes des paragraphes précédents du présent article n'aura pas le droit de soumettre une requête ultérieure à un autre tribunal, à moins qu'il n'ait retiré sa première requête avant qu'un jugement ait été rendu ou à moins que le premier tribunal ne se soit déclaré incompétent pour donner suite à la requête.

Article 3
Requête de déclaration de décès

1. Tout tribunal compétent de chaque Etat contractant agissant soit sur la demande de toute personne physique ou morale ayant un intérêt legitime en la matière, soit sur la demande d'une autorité chargée de la sauvegarde de l'intérêt public, soit de sa propre initiative, prononcera la déclaration de décès d'une personne disparue, lorsque toutes les conditions suivantes seront remplies:

i) que la personne disparue ait eu sa dernière résidence en Europe, en Asie ou en Afrique;

ii) que la personne ait disparu au cours des années 1939-1945;

iii) que les circonstances de la disparition permettent raisonnablement de supposer que la personne disparue est morte par suite d'événements de guerre ou de persécutions raciales, religieuses, politiques ou nationales;

iv) qu'un délai d'au moins cinq ans se soit écoulé depuis la date connue la plus récente à laquelle la personne disparue était probablement encore en vie suivant les indications fournies par la réception de nouvelles ou un autre fait quelconque porté à la connaissance du tribunal;

v) qu'il ait été donné une publicité suffisante à la procédure en cours pour la délivrance de cette déclaration de façon à donner à la personne prétendument décédée la possibilité de faire connaître qu'elle est encore en vie.

Seules les personnes physiques ou morales énumérées ci-après sont considérées comme ayant un intérêt légitime au termes du paragraphe précédent:

i) les personnes ayant droit, en qualité autre que celle de créancier, à tout ou partie des biens de la personne disparue, en vertu d'un testament ou *ab intestat*;

ii) les personnes ayant droit, en qualité autre que celle de créancier, à tout bien pour lequel les conditions de dévolution ou de partage peuvent dépendre, soit du fait que la personne disparue vit ou est décédée, soit de la date de ce décès;

iii) les personnes dont le statut juridique peut être affecté par le fait que la personne disparue vit ou est décédée;

iv) les personnes désireuses d'adopter les enfants mineurs de la personne disparue.

Article 4
Date du décès

1. En prononçant une déclaration de décès, le tribunal compétent doit fixer la date et l'heure du décès, compte tenu de toutes preuves ou indications sur les circonstances ou l'époque de ce décès.

2. En l'absence de toute preuve ou indication de cette nature, la date du décès est fixée au jour de la disparition.

3. Le jour de la disparition est celui de la dernière manifestation connue d'existence de la personne disparue. Il est déterminé par le tribunal en considération des fait portés à sa connaissance et notamment des dernières nouvelles reçues concernant la personne disparue.

4. En l'absence de toute preuve ou indication sur l'heure du décès, celui-ci est fixé au dernier moment du jour retenu comme date du décès.

Article 5
Effets des déclarations de décès

1. Les déclarations de décès prononcées conformément à la présente Convention dans un Etat contractant font foi jusqu'à preuve du contraire dans les autres Etats contractants.

2. Toutefois les Etats contractants pourront, par des accords particuliers qu'ils notifieront au Secrétaire gé-

néral, attribuer aux déclarations de décès prononcées sur leurs territoires respectifs des effets plus étendus que ceux prévus au paragraphe précédent.

Article 6

Effets des déclarations de décès prononcées avant l'entrée en vigueur de la Convention

Une déclaration de décès prononcée dans un Etat contractant avant l'entrée en vigueur de la présente Convention aura, sur le territoire des autres Etats contractants, la même valeur qu'une déclaration prononcée conformément à la Convention si le tribunal qui avait prononcé cette déclaration atteste qu'elle remplit les conditions actuellement requises par les articles 1, 2 et 3 de la Convention. Toutefois il ne sera pas porté atteinte de ce fait aux droits de propriété ou autres droits acquis sur ce territoire avant la présentation de cette déclaration.

Article 7

Autorité de chose jugée des déclarations prononcées avant l'entrée en vigueur de la Convention

La présente Convention ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à l'autorité de chose jugée des déclarations de décès ayant acquis cette autorité avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 8

Bureau international des déclarations de décès

1 Un Bureau international des déclarations de décès sera institué dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en déterminera le siège, la composition, l'organisation et le fonctionnement.

2. Un fichier central sera établi dans ce Bureau.

3. Les langues de travail du Bureau international seront l'anglais et le français.

4. Le Bureau sera habilité à recevoir de Gouvernements ou de particuliers des copies authentiques de déclarations de décès de personnes disparues, telles que les définit l'article premier de la présente Convention, prononcées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 9

Communication des requêtes

1. Tout tribunal qui sera saisi d'une requête aux fins de déclaration de décès ou qui, de sa propre initiative, entamera une procédure aux mêmes fins, communiquera dans les quinze jours au Bureau international les informations suivantes, dans la mesure du possible:

i) les nom et prénoms du disparu;

ii) les noms et, si possible, les adresses des parents les plus proches;

iii) le lieu et la date de naissance du disparu;

iv) sa résidence habituelle;

v) sa dernière résidence libre ou forcée connue;

vi) toutes informations quant à son statut de nationalité;

vii) la dernière date connue à laquelle la personne disparue était encore, aux termes de la requête, probablement en vie;

viii) les nom et adresse du requérant, l'intérêt légitime qu'il a à présenter une requête et, le cas échéant, ses rapports de parenté avec le disparu,

ix) la date de l'ouverture de la procédure.

2. Si le Bureau constate qu'une procédure est déjà en cours devant un autre tribunal, il signalera immédiatement le fait au dernier tribunal saisi. Celui-ci ajournera la procédure en cours en attendant la décision passée en force de chose jugée de l'autre tribunal, et fera connaître au requérant le tribunal déjà saisi ainsi que le nom de l'autre requérant. Le Bureau portera également à la connaissance du premier tribunal saisi la requête introduite ultérieurement auprès d'un autre tribunal.

Article 10

Publication et communication des décisions

1. Tout tribunal ayant pris une décision en application de la présente Convention communiquera ladite décision au Bureau international dans les quinze jours suivant la date à laquelle cette décision sera passée en force de chose jugée, qu'elle fasse droit ou non à la requête. Ladite communication énoncera la date de la décision et la date fixée comme la date du décès ou un bref exposé des motifs du rejet.

2. Le Bureau international publiera périodiquement la liste des requêtes et des décisions passées en force de chose jugée ainsi que des attestations délivrées conformément aux dispositions de l'article 6, qui lui auront été communiquées; il fera également figurer sur cette liste toute déclaration de décès qui lui sera communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 8. En même temps, le Bureau fera connaître les requêtes, décisions et attestations aux proches parents dont les noms lui auront été communiqués conformément aux dispositions du paragraphe 1, *ii)* de l'article 9 de la présente Convention. Le Bureau international transmettra également à tout tribunal qui aura été saisi d'une requête de déclaration de décès, l'exposé des motifs de tout rejet précédemment prononcé par un autre tribunal à propos d'une requête de déclaration de décès concernant la même personne disparue.

3. Il ne sera pas prononcé de déclaration de décès conformément aux termes de la présente Convention avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication de la requête par le Bureau international.

4. Si une déclaration de décès passée en force de chose jugée fait ultérieurement l'objet d'une procédure de revision dans le pays où elle a été prononcée dans le cadre de la présente Convention, la requête tendant à cette revision ainsi que la décision prise à son égard tomberont également sous l'application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus. Il en sera de même pour les déclarations de décès ayant donné lieu à l'attestation prévue à l'article 6.

Article 11

Commissions rogatoires

1. Les Etats contractants exécuteront les commissions rogatoires relatives à toute procédure visée par la Convention, selon leur législation nationale, leur pratique en cette matière et les conventions conclues et à conclure.

2. La transmission des commissions rogatoires s'effectuera selon les méthodes habituelles. Toutefois, les Etats contractants pourront transmettre les commissions rogatoires par l'entremise du Bureau international.

Article 12

Exemption de frais et assistance judiciaire

La procédure engagée par des étrangers en application des dispositions de la présente Convention sera exempte de tous frais et dépens et l'assistance judiciaire sera accordée dans tous les cas où, en vertu de la législation nationale, les ressortissants du pays où une action de cette nature est en instance bénéficient de cette exemption ou de cette assistance. Les requérants indigents sont dispensés de la *cautio judicatum solvi*.

Article 13

Adhésion

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion des Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats non membres parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tous les autres Etats non membres auxquels une invitation aura été adressée à cet effet par le Conseil économique et social, agissant sur requête de l'Etat intéressé.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général.

3. Au sens de la présente Convention, le terme « Etat » comprend également les territoires placés sous la responsabilité internationale de chaque Etat contractant sauf si l'Etat intéressé a stipulé au moment de l'adhésion que cette Convention ne s'applique pas à certains de ces territoires. Tout Etat qui fait une telle stipulation peut ultérieurement, en adressant une notification au Secrétaire général, étendre l'application de la Convention à tous les territoires ainsi exclus ou à l'un quelconque d'entre-eux.

Article 14

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le deuxième instrument d'adhésion aura été déposé conformément aux dispositions de l'article 13.

2. Pour chacun des Etats qui adhéreront après le dépôt du deuxième instrument d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument d'adhésion.

Article 15

Approbation par l'Assemblée générale

La création du Bureau international prévu à l'article 8 sera sujette à l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Article 16

Notifications effectuées par le Secrétaire général

Le Secrétaire général notifiera ce qui suit à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés à l'article 13:

a) les adhésions effectuées conformément aux dispositions de l'article 13;

b) les stipulations et notifications effectuées conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 13;

c) la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14;

d) les réserves formulées et les notifications effectuées en application de l'article 1;

e) les notifications adressées au Secrétaire général conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article premier;

f) les désignations adressées au Secrétaire général conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 2;

g) les accords conclus en application du paragraphe 2 de l'article 5.

Article 17

Durée de la Convention

1. La présente Convention restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article 14.

2. Toutefois les instances engagées pendant la durée de la Convention et qui seront en cours lors de son expiration pourront être poursuivies sur les mêmes bases jusqu'à décision passée en force de chose jugée; cette décision aura alors le même effet que si elle était intervenue avant l'expiration de la Convention.

Article 18

Règlement des différends

S'il s'élève entre Etats contractants un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et que ce différend n'ait pas été réglé par d'autres moyens, il sera soumis à la Cour internationale de Justice. Le différend sera porté devant la Cour, soit par notification du compromis des parties au différend, soit par une requête unilatérale émanant de l'une d'elles.

Article 19

Réserves

Tout Etat pourra subordonner son adhésion à la présente Convention à des réserves, ces dernières ne pouvant être formulées qu'au moment de l'adhésion.

Si un Etat contractant n'accepte pas les réserves auxquelles un autre Etat aurait ainsi subordonné son adhésion, il pourra, à condition de le faire dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la date à laquelle le Secrétaire général lui aura communiqué ces réserves, notifier au Secrétaire général qu'il tient cette adhésion pour non intervenue. Dans ce cas, la Convention sera considérée comme n'étant pas en vigueur entre ces deux Etats.

Article 20

Dépositaire et langues officielles

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, aux Etats non membres qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi qu'à tous les autres Etats non membres auxquels une invitation aura été adressée par le Conseil économique et social en application des dispositions de l'article 13.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 165.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Giuseppe, in contrada Recoleta del comune di Montalbano Jonico (Matera).

N. 165. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Anglona Tursi in data 1° marzo 1955, integrato con postille di pari data, relativo alla erezione della parrocchia di San Giuseppe, in contrada Recoleta del comune di Montalbano Jonico (Matera).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 189. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 166.

Riconoscimento della personalità giuridica della Fondazione di religione, denominata « San Paolo Film », con sede in Alba (Cuneo).

N. 166. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Fondazione di religione, denominata « San Paolo Film », con sede in Alba (Cuneo) canonicamente eretta con decreto vescovile in data 22 maggio 1956, e viene inoltre approvato lo statuto della medesima Fondazione datato 22 maggio 1956.

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 186. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 167.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale della Natività della Beata Vergine Maria, in frazione Bosco del comune di Busca (Cuneo).

N. 167 Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale della Natività della Beata Vergine Maria, in frazione Bosco del comune di Busca (Cuneo).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 191. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 168.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa religiosa della Congregazione Benedettina Silvestrina, denominata Monastero di San Silvestro Abate, con sede in Fabriano (Ancona).

N. 168. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa religiosa della Congregazione Benedettina Silvestrina, denominata Monastero di San Silvestro Abate, con sede in Fabriano (Ancona).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 190. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 169.

Riconoscimento, agli effetti civili, della elevazione in parrocchia della Vicaria curata autonoma di Maria SS.ma del Rosario, in frazione Speziale del comune di Fasano (Brindisi).

N. 169. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Monopoli in data 1° settembre 1955, relativo alla elevazione in parrocchia della Vicaria curata autonoma di Maria SS.ma del Rosario, in frazione Speziale del comune di Fasano (Brindisi) e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 188. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 170.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Sant'Andrea Apostolo, in Sant'Andrat dello Judrio del comune di Corno di Rosazzo (Udine).

N. 170. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 10 agosto 1956, integrato con postilla di pari data e con due dichiarazioni rispettivamente del 10 agosto e 6 ottobre 1956, relativo alla erezione della parrocchia di Sant'Andrea Apostolo, in Sant'Andrat dello Judrio del comune di Corno di Rosazzo (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 182. — Carlomagno.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 marzo 1957.

Nomina del presidente dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 52 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 17;

Vista la legge 21 ottobre 1950, n. 841, contenente norme sulla espropriazione, bonifica, trasformazione ed assegnazione dei terreni ai contadini;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 639, relativa all'istituzione dell'Ente per la colonizzazione del territorio del Fucino;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 30 novembre 1954, n. 1246, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 12 del 17 febbraio 1955, contenente norme regolamentari per la esecuzione della citata legge n. 639;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 4 febbraio 1955, registrato alla Corte dei conti il 9 marzo 1955, registro n. 4, foglio n. 350, col quale il dott. Clemente Tronci è stato nominato presidente dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino;

Considerato che, a seguito delle dimissioni rassegnate dal dott. Clemente Tronci, è necessario procedere alla

nomina del presidente dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Giuseppe Dondi ispettore generale del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, è nominato presidente dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino ai sensi degli articoli 3 e 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 30 novembre 1954, n. 246, in sostituzione del dott. Clemente Tronci.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 21 marzo 1957

GRONCHI

SEGNI — COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 marzo 1957
Registro n. 7 Agricoltura e foreste, foglio n. 190. — PALADINI

(2237)

DECRETO MINISTERIALE 9 marzo 1957.

Conferma in carica del commissario governativo e nomina del vice-commissario dell'Ovile nazionale in Foggia.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il regio decreto 12 giugno 1921, n. 960, con il quale venne istituita ed eretta in Ente morale una stazione di allevamento e di miglioramento degli ovini, intitolata «Ovile nazionale», con sede in Foggia;

Visto il proprio decreto 20 febbraio 1956, con il quale venne disposto lo scioglimento del Consiglio di amministrazione e la nomina del commissario governativo nella persona del dott. Michele Ferrucci, per la durata di un anno;

Considerato che tale periodo è scaduto e che ancora non è stato possibile dare completa attuazione al riordinamento dell'Ente, al progetto di trasformazione fondiaria, nonchè alla formulazione di nuove norme statutarie e regolamentari;

Ritenuto opportuno, per meglio conseguire gli scopi di cui sopra, confermare il dott. Michele Ferrucci a commissario governativo dell'Ovile nazionale in parola;

Considerata la opportunità di provvedere anche alla nomina di un vice-commissario che possa sostituire il commissario in caso di assenza o di impedimento;

Decreta:

Il dott. Michele Ferrucci è confermato commissario governativo dell'Ovile nazionale in Foggia, sino alla data del 31 dicembre 1957, con l'incarico di provvedere al riordinamento dell'Ente ed all'attuazione di quanto precisato nelle premesse.

Il dott. Armando Valente, ispettore generale del ruolo tecnico superiore dell'agricoltura, è nominato vice-commissario dell'Ovile medesimo per la stessa durata.

Roma, addì 9 marzo 1957

Il Ministro: COLOMBO

(2236)

DECRETO MINISTERIALE 18 marzo 1957.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Cooperativa carpentieri, ferraioli ed affini di Brescia, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria eseguita alla Cooperativa carpentieri, ferraioli ed affini di Brescia, dalle quali si rileva che la Società predetta ha cessato da tempo ogni attività e non ha patrimonio sufficiente per il pagamento dei debiti;

Udito, in via d'urgenza, il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lett. *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Riconosciuta la necessità di assoggettare l'Ente in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Cooperativa carpentieri, ferraioli ed affini di Brescia, costituita con atto 15 maggio 1953 del notaio Zonta Protasio, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 196 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il rag. Innocente Ballardini è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 marzo 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(2216)

DECRETO MINISTERIALE 28 marzo 1957.

Nomina del direttore generale dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 21 ottobre 1950, n. 841, che reca norme per la espropriazione, bonifica, trasformazione ed assegnazione dei terreni ai contadini;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 639, che istituisce l'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 novembre 1954, n. 1246, contenente norme regolamentari per la esecuzione della predetta legge 9 agosto 1954, n. 639;

Visto il decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste in data 20 giugno 1955, col quale il sig. Giovanni Cavina è stato nominato direttore generale dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino;

Vista la deliberazione n. 1, in data 28 marzo 1957, con la quale il presidente dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino, sentito il Consiglio dell'Ente medesimo, ha designato il dott. Francesco Cerri quale direttore generale dell'Ente di cui trattasi, in sostituzione del sig. Giovanni Cavina;

Ritenuta la necessità di procedere alla predetta nomina;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Francesco Cerri è nominato direttore generale dell'Ente per la valorizzazione del territorio del Fucino, in sostituzione del sig. Giovanni Cavina.

Roma, addì 28 marzo 1957

Il Ministro: COLOMBO

(2238)

DECRETO MINISTERIALE 29 marzo 1957.

Ricostituzione del Consiglio di amministrazione dell'Ente autonomo « Fiera di Messina - Campionaria internazionale », con sede in Messina.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visti il regio decreto 3 gennaio 1939, n. 507, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica dell'Ente autonomo « Fiera di Messina », con sede in Messina, ed il decreto del Presidente della Repubblica 25 settembre 1955, n. 1038, che ne ha approvato il vigente statuto;

Ritenuta la necessità di ricostituire il Consiglio di amministrazione dell'Ente, ai sensi dell'art. 9 dello statuto;

Viste le designazioni delle Amministrazioni ed Enti interessati;

Sentito il Governo della Regione siciliana;

Decreta:

Articolo unico.

Il Consiglio di amministrazione dell'Ente autonomo « Fiera di Messina Campionaria internazionale », con sede in Messina, è composto, oltre che dal presidente, dai seguenti membri:

Traina comm. Giuseppe, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Bertuccio geom. Giuseppe, Sidoni dott. Antonio e Comes avv. Salvatore, in rappresentanza del Governo regionale siciliano (per gli Assessorati dell'industria e del commercio, dell'agricoltura e del turismo);

D'Andrea cons. com. ing. Letterio, in rappresentanza del comune di Messina;

Ardizzone dott. Vincenzo, in rappresentanza dell'Amministrazione provinciale di Messina;

Ziino on. avv. Vinicio, in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura di Messina;

Laganà dott. Giuseppe, in rappresentanza del Banco di Sicilia;

De Natale Enrico, in rappresentanza dell'Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Messina;

Lo Surdo ing. Carlo Riccardo, in rappresentanza dei soci benemeriti.

Il Consiglio dura in carica tre anni, con decorrenza dalla data del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 marzo 1957

Il Ministro: CORTESE

(2223)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 637 del 29 marzo 1957
Prodotti siderurgici. Prezzi dei tubi di acciaio

Il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 637 del 29 marzo 1957, ha adottato la seguente decisione:

PRODOTTI SIDERURGICI — PREZZI DEI TUBI DI ACCIAIO

A parziale modifica delle disposizioni contenute nel provvedimento n. 271 del 6 aprile 1951 il prezzo base dei tubi (tubo da gas da un pollice) è fissato in L. 13.600 al quintale.

In relazione a detto prezzo è stabilito come segue il listino generale relativo ai tubi.

TUBI DI ACCIAIO SENZA SALDATURA

(Prezzi in lire a q.le franco stazione destino per quantitativi di almeno 15 tonnellate. Pagamento in contanti alla spedizione)

1. — *Tubi gas*:

Tubi di acciaio neri comuni a vite e manicotto normale, in lunghezze di fabbricazione da 3500 a 7000 mm., (Tabella D. 8205):

Diametri	Lire al q.le	Diametri	Lire al q.le
1/8″ .	30.000	1 a 4 pollici (base)	13.600
1/4″ . . .	22.000	4 ½″ . .	14.600
3/8″	18.000	5″ . . .	15.300
1/2″	15.600	6″	15.300
3/4″	14.500		

Extra:

a) Tubi per pozzi artesiani da 1" a 4" (tabelle UNI 1288 e 1289) con manicotto ad oliva di tipo leggero o pesante: aumento del 6% sul prezzo dei tubi gas neri dei rispettivi diametri.

b) Tubi gas rinforzati (tabella UNI 342) con manicotto in lunghezze di fabbricazione da 3500 a 7000 mm: extra 5% per i diametri da 1" a 6" e 10% per i diametri da 1/8" a 3/4" sul prezzo dei tubi gas neri dei rispettivi diametri.

c) Tubi gas di qualità (tabelle UNI 1290, 1291, 1292): extra 10 % per i diametri da 1" a 6" e 15 % per i diametri da 1/8" a 3/4" sul prezzo dei tubi gas neri filettati con manicotto dei rispettivi diametri.

d) Extra zincatura a fuoco:

diametro 1/4" a 3/8"	L.	4.300 a q.le
» 1/2"	»	4.100 »
» 3/4"	»	3.900 »
» 1" a 6"	»	3.700 »

di aumento (sul prezzo dei tubi neri).

I suddetti extra sono riferiti ad un prezzo dello zinco di L. 215 al kg. e vanno modificati in relazione a variazioni di almeno il 10% che intervengano nella media mensile desunta dalle quotazioni minime registrate dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano per lo zinco elettrolitico. Le modifiche vanno calcolate sommando al valore fisso di L. 1160 per quintale il nuovo prezzo medio moltiplicato per i pesi stabiliti come segue:

Diametro	Zinco occorrente kg./q.le
1/4″ - 3/8″	14,8
1/2″	13,7
3/4″	12,8
da 1″ a 6″	11,8

e) Riduzioni:

Tubi gas lisci con manicotto a parte: riduzione L. 100 al quintale;

Tubi gas filettati senza manicotto: riduzione L. 300 al quintale;

Tubi gas lisci senza manicotto: riduzione L. 400 al quintale.

Le riduzioni si applicano sui prezzi dei corrispondenti tubi filettati e con manicotto.

2. — *Tubi lisci commerciali e di qualità*:

Tubi lisci commerciali (tabelle UNI 1293-1306), in lunghezze commerciali e nello spessore normale.

Diametro esterno	Spessore	Lire al q.le	Diametro esterno	Spessore	Lire al q.le
25	2.5	184	140 - 146	4.25	154
28 30	2.5	174	152	4.25	154
32 - 35	2.5	167	159 - 165	4.5	154
38 - 41.5	2.5	162	171	4.5	154
44.5	2.5	159	178 - 191	5.25	154
47.5	2.5	157	203	5.5	154
51 - 54	2.5	149	216 - 229	6	154
57	2.75	149	241	6.25	158
60 - 63.5	3	149	254	6.5	158
70 - 76	3	149	267	6.5	158
83 - 89	3.25	149	279 - 292	7	158
95	3.5	149	305 - 318	7.5	158
102	3.5	149	330 - 343	8	158
108	3.75	149	356 - 368	8	158
114 - 121	4	149	381 - 394	9	158
127 - 133	4	149	406 - 419	9	158

Extra:

a) per tubi di qualità normale:

acciaio al carbonio Aq 35 e Aq 45 UNI 663: aumento 10 %;

acciaio al carbonio Aq 55 UNI 663: aumento 15 %;

acciaio al carbonio Aq 65 UNI 663: aumento 20 %.

b) per dimensioni anormali:

nel diametro esterno: aumento 5%;

nello spessore: aumento 10%;

nel diametro e spessore: aumento 15%.

c) per collaudi normali (spese materiali, restando a carico del committente le spese personali degli agenti e i diritti dovuti agli Enti):

Associazione Naz. Contr. Combustione, Registro Navale Italiano, Ferrovie dello Stato: aumento L. 400 al quintale;

Marina-Aeronautica, Lloyd's Register: aumento L. 600 al quintale;

American Bureau: aumento di L. 700 al quintale.

d) Extra di zincatura per tubi lisci commerciali e di qualità:

per tubi lisci alle estremità: aumento L. 4000 al quintale;

per tubi muniti di giunto: aumento L. 4300 al quintale.

Le variazioni di prezzo dello zinco saranno calcolate nei suddetti extra con le stesse percentuali che risultano dall'applicazione del parametro per l'extra di zincatura dei tubi gas.

Extra comuni ai tubi gas e ai tubi lisci commerciali e di qualità:

a) per piccoli quantitativi:

fino a 5 tonn.: aumento L. 500 al quintale;

da 5,1 a 14,9 tonn.: aumento L. 400 al quintale.

b) per lunghezze fisse:

sino a 1000 mm. (purchè multiple: aumento 2 %);

da 1001 a 3000 mm.: aumento 5%;

da 3001 a 7500 mm: aumento 7,5%;

da 7501 a 9000 mm.: aumento 10%.

Per lunghezze superiori, extra da convenire.

(2268)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Rieti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 20 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 319, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Rieti di un mutuo di L. 60.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2225)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Palermo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 20 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 320, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Palermo di un mutuo di L. 146.280.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2226)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Genova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 321, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Genova di un mutuo di L. 1.002.282.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2227)

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Cosenza ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 20 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 318, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Cosenza di un mutuo di L. 66.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2228)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Brindisi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 28 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 327, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Brindisi di un mutuo di L. 527.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2163)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Avellino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 5 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 331, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Avellino di un mutuo di L. 150.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2164)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di L'Aquila ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 324, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di L'Aquila di un mutuo di L. 162.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2166)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Ascoli Piceno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 2 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 328, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ascoli Piceno di un mutuo di L. 56.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2165)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Portico e San Benedetto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 159, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Portico e San Benedetto (Forlì) di un mutuo di L. 1.800.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2167)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Castiglion Fiorentino

Con decreto Ministeriale 22 marzo 1957, n. 732, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Castiglion Fiorentino, approvato con decreto Ministeriale 24 marzo 1952, è prorogato sino al 24 marzo 1960.

(1989)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Marzabotto

Con decreto Ministeriale 22 marzo 1957, n. 655, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Marzabotto, approvato con decreto Ministeriale 15 novembre 1951 e prorogato col decreto Ministeriale 29 novembre 1955, è ulteriormente prorogato fino al 15 novembre 1959.

(1991)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Castel Maggiore

Con decreto Ministeriale 22 marzo 1957, n. 536, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Castel Maggiore, approvato con decreto Ministeriale 28 dicembre 1948 e prorogato con i decreti Ministeriali 26 dicembre 1950, 29 settembre 1952 e 8 febbraio 1955 è ulteriormente prorogato fino al 28 dicembre 1958.

(1992)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Terranova Bracciolini

Con decreto Ministeriale 22 marzo 1957, n. 608, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Terranova Bracciolini, approvato con decreto Ministeriale 23 aprile 1949 e prorogato con i decreti Ministeriali 22 aprile 1951 e 6 luglio 1955, è ulteriormente prorogato fino al 23 aprile 1959.

(1993)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Pieve Santo Stefano

Con decreto Ministeriale 22 marzo 1957, n. 731, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Pieve Santo Stefano, approvato con decreto Ministeriale 19 febbraio 1949 e prorogato con i decreti Ministeriali 18 febbraio 1951, 17 febbraio 1953 e 6 luglio 1955, è ulteriormente prorogato fino al 19 febbraio 1959.

(1994)

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di un terreno già alveo e argine del diversivo del fiume Santerno in comune di Alfonsine (Ravenna).

Con decreto 25 settembre 1956, n. 2918, del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con quello per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di un terreno già alveo e argine del fiume Santerno in comune di Alfonsine (Ravenna), segnato nel catasto dello stesso Comune al foglio n. 26, mappali numeri 33, 70, 72, 74, 75, e al foglio n. 35, mappali numeri 35 e 34, della superficie complessiva di mq. 56820 ed indicato nella planimetria rilasciata dall'Ufficio tecnico erariale di Ravenna il 23 aprile 1955, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1987)

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di una zona di terreno su cui insisteva il tratto di argine destro abbandonato del torrente Parma, in comune di Parma.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici, di concerto, con quello per le finanze 25 settembre 1956, n. 392, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di una zona di terreno su cui insisteva il tratto di argine destro abbandonato del torrente Parma, in comune di Parma, segnata nel catasto dello stesso Comune al foglio n. 3, mappali numeri 203-*a*; 203-*b*; 203-*c*; 203-*d*; 203-*e*; 203-*f*; 203-*g*; 202; 30-*a*; 30-*b*; 30-*c*; 148; 27-*b*; 37-*b* e 29-*b*; della superficie complessiva di are 38.30 ed indicata nella planimetria in data 30 aprile 1955 in scala 1 1000 dell'Ufficio tecnico erariale di Parma, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1988)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Ascoli Piceno

Con decreto Ministeriale 20 marzo 1957, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Ascoli Piceno viene prorogata fino al 30 aprile 1958, ed il prof. dott. Antonio Bamonte è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1957, ed è fatto obbligo, alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere, nei modi di cui all'art. 2366 del Codice civile, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(2033)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

Il dott. Giovanni Amorth, nato a Modena, ha dichiarato di avere smarrito il proprio certificato di abilitazione provvisoria rilasciatogli dalla Università di Modena in data 26 aprile 1946 a seguito degli esami conclusivi del relativo corso di laurea da lui sostenuti nell'anno accademico 1943-44.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Modena.

(2092)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 79

Corso dei cambi del 4 aprile 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,85	—	624,91	624,88	624,80	624,85	624,89	624,925	624,85	—
$ Can.	651,55	—	650,50	650,25	649,75	651,50	650,375	652 —	651,50	—
Fr. Sv. lib.	145,74	—	145,76	145,74	145,70	145,75	145,75	145,78	145,72	—
Kr. D.	90,59	—	90,58	90,59	90,55	90,55	90,58	90,72	90,59	—
Kr. N.	88,09	—	88,11	88,095	88,10	88,10	88,09	88 —	88,09	—
Kr. Sv.	121,56	—	121,52	121,48	121,45	121,58	121,485	121,40	121,55	—
Fol.	165,28	—	165,25	165,24	165,30	165,20	165,22	165 —	165,28	—
Fr. B.	12,505	—	12,5075	12,50625	12,5025	12,51	12,505	12,52	12,50	—
Fr. Fr.	178,45	—	178,43	178,44	178,40	178,48	178,43	178,48	178,44	—
Fr. Sv. acc.	143,47	—	143,46	143,47	143,40	143,47	143,46	143,40	143,47	—
Lst.	1760,75	—	1760,50	1760,75	1759,50	1760,50	1760,625	1760,50	1760,125	—
Dm. occ.	149,81	—	149,79	149,81	149,75	149,82	149,79	149,84	149,81	—
Scell. Aust.	24,175	—	24,17	24,18	24,165	24,17	24,17875	24,17	24,17	—

Media dei titoli del 4 aprile 1957

Rendita 3,50 % 1906	65,05
Id. 3,50 % 1902	58 —
Id. 5 % 1935	89,35
Redimibile 3,50 % 1934	78,70
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,80
Id. 5 % (Ricostruzione)	87,45
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,65
Id. 5 % 1936	95,50
Id. 5 % (Città di Trieste)	81,55
Id. 5 % (Beni Esteri)	79,45

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	96,95
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,275
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94 —
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,20
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93 —
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93 —
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,025

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 4 aprile 1957

1 Dollaro USA	624,885
1 Dollaro canadese	650,312
1 Franco svizzero lib.	145,745
1 Corona danese	90,585
1 Corona norvegese	88,092
1 Corona svedese	121,482
1 Fiorino olandese	165,23
1 Franco belga	12,506
100 Franchi francesi	178,435
1 Franco svizzero acc.	143,465
1 Lira sterlina	1760,687
1 Marco germanico	149,80
1 Scellino austriaco	24,179

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Fidenza da parte della Banca Emiliana, di Parma, e sostituzione di quest'ultima azienda, con una propria dipendenza, nell'esercizio dello sportello bancario dell'incorporanda in Fidenza.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti gli articoli 28 e 48, secondo comma, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933; nonchè l'art. 30 del testo unico delle leggi sulle Casse rurali ed artigiane;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio nella seduta del 21 dicembre 1956;

Viste le deliberazioni adottate rispettivamente in data 9 ottobre 1956 e 8 ottobre 1956, dalle assemblee dei soci della Banca Emiliana, società per azioni, con sede in Parma e della Cassa rurale ed artigiana di Fidenza, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Fidenza (Parma);

Dispone:

Nulla osta all'incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Fidenza da parte della Banca Emiliana, di Parma.

La Banca Emiliana è autorizzata a sostituirsi con una propria dipendenza nell'esercizio dello sportello bancario dell'incorporanda in Fidenza.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 marzo 1957

(2055) *Il Governatore:* MENICHELLA

Estratto del verbale di nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di San Giuliano di Puglia, con sede nel comune di San Giuliano di Puglia (Campobasso), in liquidazione coatta.

Nella seduta tenutasi il giorno 16 marzo 1957 dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di San Giuliano di Puglia, in liquidazione coatta, con sede nel comune di San Giuliano di Puglia (Campobasso), il sig. Giulio Pappone di Giustiniano è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(2245)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Concorso per esami e per titoli a otto posti di chimico, nel ruolo del personale civile dei chimici per le Direzioni armi e armamenti navali.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, con il quale vengono fissate le nuove norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, concernente il riordinamento delle carriere degli impiegati dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 17, concernente lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami e per titoli a otto posti di chimico nel personale civile dei chimici per le Direzioni armi ed armamenti navali.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

a) essere fornito di diploma di laurea in chimica, o chimica industriale, ovvero di diploma di ingegnere chimico o ingegnere industriale, nonchè del diploma comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione, oppure del certificato di abilitazione provvisoria allo esercizio della professione stessa, a norma del regio decreto-legge 27 gennaio 1944, n. 51, e successive estensioni; nonchè del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 284;

b) essere cittadino italiano di sesso maschile; sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani appartenenti alle Provincie geograficamente italiane e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di apposito decreto;

c) avere il godimento dei diritti politici;

d) avere sempre tenuto regolare condotta morale e civile;

e) essere di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio;

f) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare;

g) avere, alla data del presente decreto, compiuta l'età di anni 18 e non superata quella di 32, salvo le elevazioni previste dalle disposizioni vigenti riportate nel successivo art. 4.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, compilate su carta da bollo da L. 200 (duecento) e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno pervenire al Ministero della difesa-Marina (Direzione generale dei personali civili e degli affari generali Divisione personali civili Sezione 2ª), non oltre trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, corredate dal certificato attestante i voti riportati negli esami speciali ed in quello di laurea, nonchè da tutti i titoli che il candidato riterrà opportuno produrre per certificare la propria idoneità ed abilità all'esercizio della professione di chimico.

Nelle domande gli aspiranti dovranno dichiarare:

1) le complete generalità;

2) la data ed il luogo di nascita;

3) il possesso della cittadinanza italiana;

4) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

5) le eventuali condanne penali riportate;

6) il titolo di studio;

7) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

8) il loro preciso recapito;

9) che siano disposti a raggiungere, in caso di eventuale nomina, qualunque destinazione;

10) se intendano avvalersi della facoltà di cui al terzo comma del paragrafo tre dell'allegato programma di esami.

La firma che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti risiedono. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

L'ammissione al concorso potrà essere negata dal Ministro con suo decreto motivato.

Art. 4.

Il limite massimo di età, di cui all'art. 2, lettera *g*), è elevato, ai sensi delle disposizioni vigenti:

1) ad anni 37 per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 settembre 1936, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione ed infine per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati in territorio nemico e per i profughi dell'Africa Italiana e dei territori di confine;

2) ad anni 39 per i decorati di medaglia al valor militare o croce di guerra al valor militare oppure ai promossi per merito di guerra;

3) ad anni 45 per coloro che siano mutilati od invalidi di guerra o mutilati o invalidi per la lotta di liberazione; per i mutilati e invalidi civili per fatti di guerra e mutilati o invalidi per servizio o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, nonchè per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale.

Per coloro che furono colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo intercorso tra il 5 ottobre 1938 e sei mesi dopo l'entrata in vigore del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25.

Il limite massimo di anni 32 di età è elevato anche:

a) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Il limite massimo di età è elevato ad anni 45 per coloro che, alla data del 28 febbraio 1951, dipendevano dall'Ufficio Nazionale Statistico Economico dell'Agricoltura (U.N.S.E.A.).

La elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*) e tutte con quelle previste dai numeri 1) e 2) del presente articolo, purchè complessivamente non si superino i 40 anni.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data del presente bando, già rivestano la qualifica di impiegato statale di ruolo; nei confronti degli appartenenti ai ruoli speciali transitori nonchè per i sottufficiali del Ministero della difesa, cessati dal servizio ai sensi dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220.

Art. 5.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I requisiti che diano titoli di precedenza o di preferenza per la nomina al posto, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal primo comma del successivo art. 6.

Art. 6.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano far valere i titoli di preferenza o di precedenza nella nomina, devono far pervenire al Ministero della difesa-Marina (Direzione generale dei personali civili ed affari generali Divisione personali civili Sezione 2ª), i documenti attestanti il possesso di tali titoli, entro il termine perentorio di trenta giorni decorrente dalla data in cui hanno ricevuto apposito invito dall'Amministrazione.

A tal fine i candidati ex combattenti e categorie assimilate presenteranno, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare su carta bollata da L. 200, annotata delle

benemerenze, anche la prescritta dichiarazione integrativa dei servizi resi in zone di operazioni, da rilasciarsi dai competenti distretti militari, su carta bollata da L. 100; tale dichiarazione dovrà essere rilasciata in data posteriore al 21 marzo 1948, ai sensi e per gli effetti del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137.

I candidati, invece, che abbiano la qualifica di partigiano combattente oppure di mutilato e di invalido per la lotta di liberazione, dovranno esibire i provvedimenti adottati dalla Commissione, di cui al decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, contenente il formale riconoscimento delle rispettive qualifiche.

I mutilati ed invalidi di guerra o per la lotta di liberazione, dovranno, inoltre, presentare un certificato modello 69, rilasciato dal Ministero del tesoro Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure il decreto di concessione della pensione o, in mancanza, apposita attestazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, nella quale dovranno essere indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali della Opera.

I mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione da cui risulti la categoria di pensione della quale l'invalido è provvisto, oppure l'estratto del referto medico collegiale dal quale risulti la descrizione sommaria della invalidità, oppure il documento istituito con decreto Ministeriale 23 marzo 1948, modello 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendevano nell'atto in cui contrassero l'invalidità.

Gli orfani dei caduti in guerra o per la lotta di liberazione, ed i figli degli invalidi di guerra o per la lotta di liberazione, dovranno dimostrare tale loro qualità, i primi mediante il certificato in carta bollata rilasciato dal competente comitato dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto; gli altri, con l'esibizione della dichiarazione modello 69, a nome del padre del candidato, oppure di un apposito certificato, su carta bollata da L. 100, del sindaco del Comune di abituale residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni, in base alle risultanze del prefetto.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno dimostrare tale loro qualità mediante certificato in bollo modello 69-*ter*, rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendeva il genitore deceduto per causa di servizio, attestante tale circostanza.

I cittadini, che furono deportati dal nemico, dovranno far risultare tale circostanza mediante attestazione in carta bollata da L. 100, rilasciata dal prefetto, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

I profughi dell'Africa italiana, che si trovano nelle condizioni stabilite dall'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno comprovare tale loro qualità mediante certificato in bollo, rilasciato ai sensi dell'art. 5 del decreto Ministeriale 10 giugno 1948.

I profughi dei territori di confine, che si trovano nelle condizioni stabilite dal decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885, dovranno comprovare tale loro qualità con apposito certificato in bollo, rilasciato, nei modi previsti dal decreto del Presidente del Consiglio 1° giugno 1948, dal prefetto della Provincia ove risiedono o dal Prefetto di Roma se risiedono all'estero.

Gli aspiranti, che intendano far valere a qualsiasi titolo le loro condizioni familiari, dovranno esibire lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100, debitamente legalizzato.

Art. 7.

La graduatoria è approvata con decreto Ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati a far pervenire al Ministero della difesa-Marina (Direzione generale dei personali civili e degli affari generali Divisione personali civili Sezione 2ª), nel termine perentorio di trenta giorni che decorrono dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto l'invito, i seguenti documenti, debitamente legalizzati:

1. Estratto dell'atto di nascita, su carta bollata da L. 100, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine, legalizzato dall'autorità giudiziaria.

2. Certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, debitamente legalizzato.

3. Certificato di godimento dei diritti politici, in carta bollata da L. 100, legalizzato, dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero non è incorso in nessuna delle cause che, ai termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso.

4. Certificato generale del casellario giudiziale, in bollo da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica.

5. Certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 100, da rilasciarsi dal sindaco del Comune di residenza, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un periodo di tempo minore ad un anno, occorre un altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, con la prescritta legalizzazione.

6. Diploma di laurea o di abilitazione, o certificato di abilitazione provvisoria, in originale o copia autenticata da notaio. Coloro che dimostreranno di trovarsi nella impossibilità di presentare il diploma originale o la copia autenticata di esso, perchè distrutti o dispersi per ragioni direttamente o indirettamente collegate alle vicende belliche, potranno presentare un certificato dell'Istituto presso il quale conseguirono il richiesto titolo di studio, debitamente legalizzato.

7. Documento militare:

a) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare, copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa), in bollo da L. 200, rilasciato dall'autorità militare competente; i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi, sono tenuti a produrre uno dei suindicati documenti;

b) per i candidati che siano stati dichiarati abili arruolati dal competente Consiglio di leva ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato servizio militare o non debbano prestarlo:

1) se assegnato in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare militare, in bollo da L. 200, rilasciato dal competente distretto militare;

2) se assegnato in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva, in bollo da L. 100, rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

c) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal Consiglio di leva:

1) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestri): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune, la cui firma dovrà essere legalizzata dal prefetto, e contenente il visto di conferma del commissario di leva;

2) se il giudizio è stato adottato presso una capitaneria di porto (candidati assegnati alle liste di leva marittime): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante del porto;

d) per i candidati, infine, che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del Consiglio di leva; certificato di iscrizione nelle liste di leva, in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, la cui firma dovrà essere legalizzata dal prefetto, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestre ovvero analogo certificato, rilasciato dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alle liste di leva marittima.

8. Certificato medico, in bollo da L. 100, rilasciato da un ufficiale medico militare, o dal medico provinciale, o dal medico condotto, o dall'ufficiale sanitario dal quale risulta che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se l'imperfezione stessa non menomi l'attitudine al servizio.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato da un ufficiale medico, dal prefetto se rilasciato da un medico provinciale o dal sindaco, la cui firma sarà autenticata dal prefetto, se il certificato è rilasciato dall'ufficiale sanitario o dal medico condotto.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente, dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad un'esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esa-

me obbiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute e alla incolumità degli altri.

L'Amministrazione si riserva in ogni caso di sottoporre i candidati a visita sanitaria con medici di sua fiducia.

I candidati impiegati statali di ruolo e quelli già inquadrati nei ruoli speciali transitori delle Amministrazioni statali dovranno produrre:

A) copia dello stato di servizio su carta bollata da L. 200, di data non anteriore al bando con le note dell'ultimo quinquennio, rilasciata dal competente Ufficio;

B) titolo di studio.

I concorrenti che si trovano alle armi possono presentare soltanto i seguenti documenti:

A) titolo di studio;

B) estratto dell'atto di nascita;

C) certificato generale del casellario giudiziale;

D) un certificato rilasciato, su carta bollata da L. 100, dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati indigenti hanno la facoltà di produrre in carta libera tutti i documenti, ad eccezione del titolo di studio e del documento militare, purchè dai documenti stessi risulti esplicitamente la condizione di povertà mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I sottonotati documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo:

A) certificato di cittadinanza italiana;

B) certificato di buona condotta morale e civile;

C) certificato di godimento dei diritti politici;

D) certificato generale del casellario giudiziale;

E) certificato medico.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni.

Art. 8.

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, gli aspiranti dovranno produrre una fotografia di data recente, applicata su carta da bollo da L. 200, con firma autenticata dal sindaco o dal notaio.

La firma del sindaco deve essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio.

Se l'aspirante è dipendente di ruolo o non di ruolo da una Amministrazione statale, potrà limitarsi ad esibire il libretto ferroviario personale.

Atr. 9.

Gli esami consisteranno in prove scritte, pratiche ed orali, giusta il programma annesso al presente decreto.

Essi avranno luogo in La Spezia od eventualmente in altra sede che il Ministero si riserva di designare e le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno comunicati agli interessati.

Il diario delle prove scritte sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio di esse. Del diario delle prove sarà dato avviso, nello stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale.*

Art. 10.

La Commissione giudicatrice sarà così composta:

Presidente:

un generale delle Armi navali.

Membri:

un professore di chimica di Università o della Accademia navale;

un ufficiale superiore delle Armi navali;

un funzionario della carriera amministrativa di qualifica non inferiore a direttore di sezione;

due funzionari del ruolo dei chimici delle Direzioni armi ed armamenti navali;

Segretario:

un funzionario della carriera amministrativa di qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

Alla Commissione potranno essere aggregati uno o più esperti per le lingue estere.

Art. 11.

I temi delle prove scritte e pratiche saranno formulati dalla Commissione giudicatrice e, sempre quanto ciò sia possibile, immediatamente prima dell'inizio di ciascuna prova.

Prima di sottoporre i candidati alle prove di esame, la Commissione procederà alla ricognizione e valutazione di tutti i titoli che i candidati stessi avranno creduto di presentare per certificare la propria idoneità e abilità all'esercizio della professione di chimico.

All'uopo verrà assegnato un voto complessivo per ogni candidato da zero a cinque che contribuirà a formare il punto finale nel modo indicato nel successivo art. 12.

Art. 12.

Per ciascuna prova scritta, pratica ed orale, la Commissione dispone di dieci punti.

Ai candidati che conseguiranno l'ammissione alle prove orali sarà data comunicazione con l'indicazione del voto riportato in ciascuna delle prove scritte.

L'avviso per la presentazione alle prove orali sarà dato ai singoli candidati almeno venti giorni prima di quello in cui essi debbono sostenerlo.

Al termine di ogni seduta dedicata alle prove orali la Commissione giudicatrice formerà l'elenco dei candidati esaminati, con la indicazione dei voti da ciascuno riportati. L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della Commissione, sarà affisso nel medesimo giorno nell'albo dell'Amministrazione.

Saranno ammessi alle prove orali i candidati che avranno riportato nelle prove scritte una media di sette decimi e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avrà riportato almeno sei decimi.

La classificazione dei candidati in graduatoria verrà fatta moltiplicando il punto di ciascuna prova scritta, pratica ed orale, per il relativo coefficiente, sommando i prodotti ottenuti ed aggiungendo a tale somma rapportata in ventesimi il punto eventualmente assegnato a ciascun candidato per i titoli di cui al precedente art. 11.

A parità di merito saranno osservate le norme del regio decreto 5 luglio 1934, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934, n. 2125, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi e successive estensioni e modificazioni.

Espletate le prove di concorso la Commissione formerà la graduatoria di merito con l'indicazione del punteggio conseguito da ciascun candidato.

Il Ministro, con proprio decreto, riconosciuta la regolarità del procedimento, approverà la graduatoria e dichiarerà i vincitori del concorso.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei sarà pubblicata nel bollettino ufficiale del Ministero. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorrerà il termine per le eventuali impugnative.

Art. 13.

I vincitori del concorso conseguiranno la nomina in prova che verrà disposta con decreto del Ministro.

La nomina dell'impiegato che per giustificato motivo assumerà servizio con ritardo sul termine prefissogli decorrerà, agli effetti economici, dal giorno in cui prenderà servizio. Colui che avrà conseguito la nomina, se non assumerà servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito, decadrà dalla nomina.

Art. 14.

Il personale ammesso all'impiego sarà assunto temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avrà dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, sarà definitivamente confermato nell'impiego con lo stipendio e gli altri assegni stabiliti per la qualifica di chimico.

Compiuto il periodo di prova, l'impiegato conseguirà la nomina in ruolo con decreto del Ministro, previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio fosse ancora sfavorevole, il Ministro dichiarerà la risoluzione del rapporto d'impiego con decreto motivato.

In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Qualora entro tre mesi dallo scadere del periodo di prova non fosse intervenuto un provvedimento di proroga ovvero un giudizio sfavorevole, la prova si intenderà conclusa favorevolmente.

Art. 15.

Durante il periodo di esperimento verrà corrisposto agli assunti un'assegno mensile lordo pari ad un dodicesimo dello stipendio iniziale annuale della qualifica di chimico, oltre l'aggiunta di famiglia spettante in base alle vigenti disposizioni.

Il personale proveniente da altri ruoli conserverà, se, superiore, lo stipendio di cui fosse eventualmente provvisto e la eventuale aggiunta di famiglia.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 21 marzo 1957

p. *Il Ministro*: BOVETTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 *marzo* 1957
Registro n. 11, *foglio n.* 154

PROGRAMMA DI ESAMI

Prove scritte

1. Risoluzione di un problema comportante la conoscenza dei seguenti argomenti di chimica fisica (coefficiente 2):

Equazione di stato dei gas ideali. Il secondo principio della termodinamica. Il primo principio della termodinamica. L'entropia. L'energia libera. L'entalpia o contenuto termico. Il potenziale termodinamico. Condizioni di equilibrio. Equazione di Gibbs-Helmotz e di Clapeyron. La velocità delle molecole e il numero di Avogadro. I calori molecolari dei gas e la costante di Boltzman. Sistemi ad un componente. I liquidi ed i gas reali (equazione di Van der Waals. Effetto Jole Thomson). Liquefazione. Punto critico ed il teorema degli stati corrispondenti.

Sistemi a due componenti. Leggi e teorie sulle soluzioni diluite.

Miscugli binari. Tensioni parziali e totali; distillazione. Analisi termica. Sistemi ternari. I colloidi (definizione, proprietà e mezzi di indagine). I sistemi a più componenti e la regola delle fasi. L'equilibrio chimico e la legge dell'azione delle masse. Reazioni gassose,

Reazioni eterogenee. Influenza della pressione su un equilibrio.

Termochimica. Il calore di reazione e la sua dipendenza dalla temperatura.

Calcolo del calore di formazione. L'affinità o lavoro massimo nei processi chimico-fisici. Variazioni dello stato di equilibrio con la temperatura. L'azione della corrente elettrica sugli elettroliti. Leggi di Faraday Equivalente elettrochimico.

Numero di trasporto. Conducibilità elettrica degli elettroliti. Leggi di Konlrausch. Dissociazione elettrolitica e grado di dissociazione.

Equilibrio fra joni. Applicazione della legge di azione di massa e gli equilibri degli joni. Costante elettrolitica. Forma degli elettroliti Esponente del jone idrogeno (ph). Metodi di determinazione del ph. Titolazioni potenziometriche e loro rappresentazione grafica. Generazione di corrente degli elementi galvanici. La misura del f.e.m. Elementi normali. Il potenziale degli elettrodi (teoria di Nernst). Catena di concentrazione. Vari tipi di elettrodi. Catene di ossidazione o di riduzione. Potenziale di ossidoriduzione (r.H.) Metodi di misura di tale potenziale. La polarizzazione delle pile. Accumulatori. Polarografo e sue applicazioni. Le equazioni per i tre tipi fondamentali di reazioni. Reazioni riversibili. Reazione a catena. Influenza della temperatura sulla velocità di reazione. Combustioni ed esplosioni.

2. Svolgimento di un tema su uno dei seguenti argomenti di chimica-tecnologica (coefficiente 2):

Fabbricazione industriale dell'acido solforico. Oleum e clorodine solforiche. La fissazione dell'azoto atmosferico e i prodotti industriali che ne derivano. I metalli leggeri e il loro impiego nella fabbricazione delle leghe di maggiore importanza. Metallurgia del ferro. Ghise. Acciai comuni e speciali. Il cotone e la cellulosa arborea. Loro impiego nelle industrie tessili e degli esplosivi. La glicerina. Diversi procedimenti industriali per la sua fabbricazione. Suo impiego. Altri alcooli usati nella industria degli esplosivi. Urotropina e pentacritrite. Loro sintesi industriale e prodotti di nitrazione. L'industria del catrame di carbon fossile. Nitroderivati del fenolo e del toluolo. Resine naturali e sintetiche. Fabbricazione ed impieghi. L'industria degli olii minerali. Vaselina. Petrolio. Benzine naturali e sintetiche. Lubrificanti. Grassi industriali, animali e vegetali. Industria del sapone. Olio di lino. Gli standoli. Industria delle pitture e vernici. Solventi e plastificanti organici che trovano impiego nella grande industria. Acque, Analisi e tecnologia (durezza). Combustibili fossili. Cloro e derivati. Sostanze chimiche di guerra più importanti (fosgene, iprite, arsine), e protezioni da esse.

3. Traduzione dal francese in italiano di un brano di chimica-fisica e tecnologica. Idem dal tedesco oppure dall'inglese a scelta del candidato (Coefficiente uno). Non è ammesso l'uso del vocabolario. Il candidato può chiedere di sostenere la prova in tutte e tre le lingue indicate.

In tal caso la prova in più è calcolata come prova facoltativa per la quale la valutazione è espressa da un minimo di 0,10 ad un massimo di 0,30 di punto da aggiungersi al voto finale di graduatoria.

La Commissione non può attribuire il minimo anzidetto se il candidato non dimostri di avere sufficiente conoscenza della lingua considerata.

Prove pratiche su miscela di sali

1. Analisi qualitativa: relazione scritta sui risultati ottenuti (coefficiente due).

2. Analisi quantitativa: comprendente almeno due determinazioni, relazione scritta sui risultati ottenuti (coefficiente due).

La Commissione può autorizzare, per le due prove pratiche anzidette, la consultazione di speciali trattati e determina la durata di esse.

Prova orale

A) Discussione sulle prove scritte e su quelle pratiche, nonchè argomenti di chimica-fisica e di chimica tecnologica, secondo il programma richiesto per le prove scritte (coefficiente due).

B) Nozioni amministrative (coefficiente uno) ordinamento amministrativo dello Stato. Stato giuridico ed economico degli impiegati e salariati statali.

Roma, addì 21 marzo 1957

p. *Il Ministro*: BOVETTI

(2229)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Graduatoria del concorso pubblico a sette posti di esperto di 4ª classe in prova nel ruolo degli esperti degli Istituti di sperimentazione agraria e degli Istituti sperimentali talassografici.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 25 agosto 1955, registrato alla Corte dei conti il 21 dicembre 1955, registro n. 23, foglio n. 365, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 12 del 16 gennaio 1956, con il quale è stato indetto un concorso per esami e sette posti di esperto di 4ª classe in prova (gruppo *B*, grado 11°) nel ruolo degli esperti degli Istituti di sperimentazione agraria e degli Istituti sperimentali talassografici;

Visti i decreti Ministeriali 11 aprile 1956, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1956, registro n. 10, foglio n. 204, e 30 aprile 1956, registrato alla Corte dei conti il 17 maggio 1956, registro n. 13, foglio n. 260 relativi alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visto il decreto Ministeriale 7 aprile 1956, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 89 del 13 aprile 1956, con il quale è stato fissato il diario delle prove scritte di esame;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 16 dell'11 gennaio 1956 relativo all'ordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato;

Visti gli atti della precitata Commissione giudicatrice e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito;

Tenuto conto delle vigenti disposizioni che prevedono diritti di precedenza e preferenza a favore di candidati appartenenti a particolari categorie;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso a sette posti di esperto di 4ª classe (gruppo *B*, grado 11°) nel ruolo degli esperti degli Istituti di sperimentazione agraria e degli Istituti sperimentali talassografici indetto con il decreto Ministeriale citato nelle premesse:

1. Caimmi Amelia	punti	16,00
2. Falanga Luigi	»	15,63
3. Riccucci Agostino	»	15,42
4. Celeste Francesco	»	15,14
5. Zanoli Elvio	»	15,11
6. Marini Enrico	»	14,76
7. Orlandini Enrico, profugo	»	14,64
8. Galloppa Sergio	»	14,55
9. Fiorito Raffaele	»	14,50
10. Cammarata Rosario	»	14,33
11. Ferraro Salvatore	»	14,19
12. Grazini Pier Vincenzo	»	14,12
13. Li Greci Francesco	»	13,76
14. Durante Renato	»	13,22
15. Rossodivita Michele	»	13,21

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati, nell'ordine, vincitori del concorso, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per la nomina all'impiego:

1) Caimmi Amelia
2) Falanga Luigi
3) Riccucci Agostino
4) Celeste Francesco
5) Zanoli Elvio
6) Marini Enrico
7) Orlandini Enrico

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati, nell'ordine idonei:

1) Galloppa Sergio
2) Fiorito Raffaele
3) Cammarata Rosario
4) Ferraro Salvatore
5) Grazini Pier Vincenzo
6) Li Greci Francesco
7) Durante Renato
8) Rossodivita Michele

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 dicembre 1956

Il Ministro: COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *marzo* 1957
Registro n. 6, *foglio n.* 285. — PALADINI

(2190)

MINISTERO DEL TESORO

Avviso di rettifica

Nel concorso per esami a tre posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera speciale di concetto degli Uffici provinciali del tesoro, riservati agli aventi conoscenza della lingua tedesca, indetto con decreto Ministeriale 10 gennaio 1957, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 83 del 30 marzo 1957.

All'art. 11 (pag. 1188) in luogo di « L'esame consterà di *tre* prove scritte ... » leggasi « L'esame consterà di *quattro* prove scritte ... ».

(2267)

PREFETTURA DI NOVARA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Novara

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NOVARA

Visto il proprio decreto in data 9 agosto 1956, n. 21123 Div. 3ª san, col quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1952 ai vincitori del concorso bandito con decreto in data 30 agosto 1953, n. 18147 Div. 3ª/san.;

Vista la graduatoria approvata con proprio decreto in data 9 agosto 1956, n. 21123 Div. 3ª/san.;

Visto che il dott. Mario Triulzi ha rinunciato alla titolarità della condotta di Casalino;

Ritenuto che il dott. Antonio Traso, residente a Ronsecco, ha diritto alla nomina a medico condotto del comune di Casalino in base all'ordine di graduatoria, all'indicazione preferenziale delle sedi ed in conseguenza della rinuncia predetta;

Visto l'art. 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Antonio Traso è assegnato alla condotta medica del comune di Casalino.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, sul Foglio annunzi legali della provincia di Novara e pubblicato, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura e del comune di Casalino.

Novara, addì 25 marzo 1957

Il prefetto: LIMONE

(2214)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.